



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure n° 2024/ICPE/383  
Société ATLANTIC DECAP à Treillières**

**LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 mars 1998 autorisant la société ATLANTIC DECAP'NANTES à exploiter un atelier de décapage chimique et thermique des métaux à Treillières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1998 susvisé qui dispose : « *Le four sera équipé d'une unité de post-combustion qui portera les gaz à 1000 °C* » ;

**Vu** l'article 2 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé qui dispose : « *Les installations sont conçues de manières à limiter les émissions polluantes dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées* » ;

**Vu** l'article 26 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé qui dispose : « *L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique* » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022/ICPE/078 du 19 mai 2022 mettant en demeure la société ATLANTIC DECAP de respecter les dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1998, et les dispositions des articles 2 et 26 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, en mettant en conformité son installation de décapage thermique (four à pyrolyse) ;

**VU** les constats du rapport du 30 octobre 2024, de l'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, suite à la visite d'inspection du 29 octobre 2024 ;

**CONSIDERANT** que la société ATLANTIC DECAP a définitivement cessé son activité ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique ;

**ARRETE**

**Article 1 :** Est abrogé l'arrêté préfectoral du 19 mai 2022 par lequel la société ATLANTIC DECAP avait été mise en demeure de mettre en conformité les activités de traitement de surfaces, de décapage thermique et de grenaillage qu'elle exploitait à Treillières, 13 avenues Louis Pasteur.

**Article 2 :** La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.  
Elle peut faire l'objet :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai contentieux.

- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6, Allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes Cedex), soit dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Châteaubriant, le 4 novembre 2024**

**Le PRÉFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

  
**MARC MAKHLOUF**